

La Chambre en ligne

52e législature



du 08/03/2010 au 12/03/2010

90

Présidence

MARDI 16 FÉVRIER 2010

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

Le mardi 16 février 2010, M. Patrick Dewael, président de la Chambre des représentants, a reçu en audience S.E. Mme Fatma Elzahraa Etman, ambassadeur de la République arabe d'Égypte en Belgique.

Les sujets suivants ont été abordés à l'occasion de cet échange de vues :

- les **élections successives en Égypte**, avec le renouvellement partiel du Conseil consultatif en avril, des élections législatives en novembre, des élections présidentielles en 2011 et des élections municipales en 2012 ;
- les nombreuses **élections en Belgique**, qui font obstacle à une approche audacieuse de la crise économique ;
- une comparaison des systèmes politiques égyptien et belge ;
- la complexité et les difficultés du **système fédéral belge**.

Présidence

MARDI 9 MARS 2010

RÉPUBLIQUE DE MALTE

Le mardi 9 mars 2010, le Président de la Chambre, Monsieur Patrick Dewael a rencontré Son Excellence Monsieur Pierre Clive Agius, Ambassadeur de la République de Malte.

L'entretien a essentiellement porté sur la problématique de l'immigration clandestine. L'ambassadeur signale que depuis son adhésion à l'Union européenne, Malte a vu arriver un nombre record de boat people en provenance de l'Afrique sub-saharienne. L'ambassadeur signale que l'archipel, ayant une densité de population très importante, ne peut pas porter seul le fardeau de ces migrants et demande plus de solidarité de la part des États membres de l'Union européenne. Le Président de la Chambre favorise une approche européenne et signale que cette problématique devrait être abordée lors de la Présidence belge de l'U.E. Il plaide également pour une harmonisation des règlements nationaux et pour une meilleure protection des frontières externes de l'Europe.

L'ambassadeur souhaiterait se voir créer une section bilatérale Belgique – Malte au sein du groupe belge de l'Union Interparlementaire, en vue de renforcer les relations parlementaires entre les deux pays.



Commissions

Suivi crise financière et bancaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

VENDREDI 5 MARS 2010

Audition de :

- M. Georges Hübner, ULg
- M. Michel Massart, ULB
- M. Ludo Swolfs, réviseur d'entreprise honoraire
- M. Jean-Paul Servais, président CBFA.

- Exposés de MM. Hübner, Massart et Swolfs.
- Sont intervenus : MM. Daras (S), George, De Croo et Mme Matz (S).
- M. Servais a fait un exposé et a répondu aux questions de MM. Crombez (S) et Van de Velde.

LUNDI 8 MARS 2010

Audition de :

- M. Pierre Mariani, CEO Dexia.

- Après un exposé introductif, M. Pierre Mariani, Administrateur délégué et Président du comité de direction de Dexia SA, et M. Stefaan Decraene, Président du comité de direction de Dexia Banque Belgique ont répondu aux questions de Mme Crombé-Berton (S), MM. Gilkinet et Van de Velde, Mme Vienne (S), MM. Vandenberghe (S), Crombez (S), Beke (S) et George.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. François Bellot

LUNDI 8 MARS 2010

1. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

2. Exposé sur les aspects techniques de la signalisation des trains par des instructeurs de la SNCB et d'Infrabel.

- Exposés introductifs de MM. Paul Boydens et Noel Dalla Bella en Piet Crutelle.
- Un échange de vues a eu lieu.

- Sont intervenus : M. David Geerts, Mme Valérie De Bue, MM. Jan Mortelmans, Stefaan Van Hecke, Mme Camille Dieu, M. Ludo Van Campenhout, Mme Linda Musin, MM. Jef Van den Bergh, David Lavaux, Patrick De Groot, Ronny Balcaen, Paul Vanhie, Gerolf Annemans et François Bellot.

MERCREDI 10 MARS 2010

Audition de représentants de la CGSP-Cheminots, de la CSC-Transcom et du SLFP-Rail.

- Exposés introductifs par MM. Gérard Gelmini et Jos Digneffe (ACOD-Spoor), Dominique Dalne et Luc Piens (ACV-Transcom) et Roland Vermeulen et Filoteao Africano (VSOA-Spoor).

- Un exposé introductif a eu lieu.

- Sont intervenu MM. Ludo Van Campenhout, Camille Dieu, David Lavaux, Jef Van den Bergh, Ronny Balcaen, David Geerts, Jan Mortelmans, Patrick De Groot, Stefaan Van Hecke, Roel Deseyn, Mmes Valérie De Bue, Linda Musin et François Bellot.

Prochaine réunion : lundi 15 mars 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

LUNDI 8 MARS 2010

Echange de vues avec MM. Perpiñá-Robert Peyra et Rotfeld, membres du groupe d'experts OTAN, dans le cadre du nouveau concept stratégique de l'OTAN.

Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat)

(Les membres de la commission des Relations extérieures sont également invités à assister à la réunion)

- Rapporteurs : Mme Juliette Boulet et M. Philippe Mahoux.

- Exposés introductifs de MM. Perpiñá-Robert Peyra et Rotfeld.

- Sont intervenus : MM. Flahaut, de Donnea, Van der Maelen, Mahoux (S), Wille (S), Denis Ducarme et Sevenhans, et Mme Boulet.

- MM. Perpiñá-Robert Peyra et Rotfeld ont répondu.

MARDI 9 MARS 2010

Projet de loi modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, n° 2432/1.

- Rapporteur: Mme Brigitte Wiaux.

- Le ministre de la Défense a renvoyé, avec l'assentiment de la commission, à l'exposé des motifs.

- La discussion générale a eu lieu.

- Mme Juliette Boulet est intervenue.

- Des représentants du cabinet ont répondu à ses questions.

- Les articles 1 à 33 et l'ensemble du projet de loi sont adoptés à l'unanimité.

- La commission se met d'accord avec les corrections techniques d'ordre légistiques qui seront données au projet de loi adopté.

Prochaine réunion : mercredi 17 mars 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

MARDI 9 MARS 2010

1. Activation du comportement de recherche d'emploi des chômeurs.
 - Exposé de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de l'ONEM.
 - Echange de vues.

Exposés introductifs par l'administrateur général et l'administrateur général adjoint de l'ONEM.

- Un échange de vues a eu lieu.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 108 à 117), n° 2423/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs: Mmes Maggie De Block et Ingrid Claes).

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les articles 108 à 111, 114 à 117 ainsi que les amendements n° 1 et 3 ont été adoptés à l'unanimité.
- Les articles 112 et 113 ont été adoptés par 13 voix et une abstention.
- L'amendement n°4 a été adopté par 12 voix contre 2 et l'amendement n°2 a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.
- L'ensemble des dispositions renvoyées en commission des Affaires sociales a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.

3. Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les chartes de conduite imposées aux travailleurs" (n° 18768).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Questions jointes :

Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la durée du travail des médecins en formation" (n° 19011).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le crédit-temps pour les travailleurs âgés" (n° 19174).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les nuisances et le travail clandestin dans les communes bruxelloises" (n° 19180).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le coût du régime des chèques-services" (n° 19329).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les revendications communes pour un nouvel accord social dans le secteur non marchand fédéral" (n° 19330).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'annonce du statut à part entière des accueillant(e)s d'enfants et la grève annoncée" (n° 19454).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nouveau statut des accueillants d'enfants" (n° 19475).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation du 10 février entre l'État fédéral et les entités fédérées concernant le statut des accueillant(e)s d'enfants" (n° 19558).

- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le statut des accueillants d'enfants à partir du 1^{er} janvier 2011" (n° 19618).

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "un statut à part entière en matière de droit au travail et de sécurité sociale pour les accueillants d'enfants à partir du 1^{er} janvier 2011" (n° 19761).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'annonce d'un statut pour les parents d'accueil" (n° 19957).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le plan d'embauche 'win-win'" (n° 19534).

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre de cartes actives délivrées et utilisées dans le cadre du plan 'win-win'" (n° 19527).

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre de cartes actives délivrées et utilisées dans le cadre du plan 'win-win'" (n° 19843).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le rôle des ALE dans le cadre du plan d'embauche 'win-win'" (n° 19922).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les entreprises de titres-services du secteur public" (n° 19535).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la réglementation des contrats de travail titres-services" (n° 19537).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

13. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la réforme des plans d'embauche" (n° 19588).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

14. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les risques sanitaires liés à la manutention des bagages dans les aéroports de Zaventem, Charleroi et Ostende" (n° 19608).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'avenir des titres-services" (n° 19613).

- Question de M. David Clarinval à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le cri d'alarme lancé par neuf associations namuroises concernant l'avenir des titres-services menacé par le retour de la fraude sociale" (n° 19889).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Prochaine réunion : 16 mars 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sonja Becq

MARDI 9 MARS 2010

1. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Stefaan Van Hecke, Fouad Lahssaini) instaurant une procédure de règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis-15 du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice comme instance de recours et médiateur de justice, n°s 634/1 à 3.

Amendements de Mmes Nyssens et Déom et consorts.

- Proposition de loi (Marie-Christine Marghem) visant à introduire une procédure unique de traitement des plaintes relatives à l'organisation judiciaire, n° 267/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur: M. Renaat Landuyt).

- Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Marie-Christine Marghem

- La discussion des articles a eu lieu et a été clôturée.

- Mme De Schamphelaere et M. Terwingen ont introduit un amendement.

- Les amendements n°s 15, 10, 12, 13, 1, 14, 6, 11, 7, 2, 3, 8 et 9 ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé à été adopté par 10 voix et 1 abstention.

2. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n°s 2380/1 à 5. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Els De Rammelaere)

Amendements de Mme Lahaye-Battheu et de M. Terwingen et consorts.

- Des amendements ont été déposés par M. Terwingen, Mme Lahaye-Battheu et M. Libert.

- La discussion a été clôturée.

- Les amendements n°s 11, 12, 1, 2, 16, 17, 18, 19, 20, 21,22 et 24 ont été retirés.

- Les articles et les amendements 23, 25, 26, 14, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 15 et 13 ont été adoptés à l'unanimité.

2. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 5.

Amendements de M. Terwingen, de Mmes Déom, Lahaye-Battheu et Nyssens.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1706/1 et 2.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la Famille" par Mme Marie-Christine Marghem.

- Rapporteur : Mme Lahaye-Battheu.
- Mme Marie-Christine Marghem a commenté son rapport.
- La discussion a été entamée.

3. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les amendes imposées dans le cadre du droit pénal social” (n° 19811).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “le suivi en matière de trafic de déchets vers le Ghana” (n° 19442).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le service minimum dans les prisons” (n° 19641).
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “les grèves du corps de sécurité” (n° 20101).
- Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur “le corps de sécurité du Palais de Justice de Bruxelles” (n° 20127).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la grève à la prison de Saint-Gilles” (n° 20232).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la grève à la prison de Saint-Gilles” (n° 20252).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le retard dans un procès pour terrorisme” (n° 20290).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la grève du personnel à la prison de Saint-Gilles” (n° 20291).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la grève du corps de sécurité de Bruxelles” (n° 20292).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le déroulement à Bruxelles du procès pour terrorisme” (n° 20293).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le service minimum des agents pénitentiaires” (n° 20295).
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “les grèves dans les prisons” (n° 20301).
- Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur “la gestion dans les établissements pénitentiaires” (n° 20308).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le non-transfert de suspects devant comparaître dans le procès des terroristes” (n° 20311).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “une motion déposée par trois bourgmestres de la zone de police Midi” (n° 20340).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la libération de criminels en raison du manque de personnel du corps de sécurité” (n° 20395).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la libération de trafiquants d’êtres humains en raison du manque de personnel du corps de sécurité” (n° 20396).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "l'absence pour maladie à la prison de Saint-Gilles" (n° 20398).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'absence pour maladie à la prison de Saint-Gilles" (nr. 20400).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la procédure par voie électronique" (n° 19645).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur "la mise à la pension d'un facteur à 42 ans" (n° 19660).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la chambre spécialisée en matière de stupéfiants du tribunal de Gand" (n° 19664).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes:

- Question de Mme Els De Rammelaere au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "SWIFT" (n° 19776).

- Question de Mme Hilde Vautmans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "Swift" (n° 19918).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "les trafics d'armes" (n° 19789).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Hilâl Yalçın au ministre de la Justice sur "l'attribution des postes de ministres du culte musulman" (n° 19812).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Questions jointes:

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "les examens de magistrat organisés par le Conseil supérieur de la Justice" (n° 19905).

- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur "l'examen de la magistrature" (n° 20001).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes:

- Question de M. Eric Libert au ministre de la Justice sur "le transfert des juridictions en dehors du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 19930).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la fonction du Palais de Justice de Bruxelles" (n° 19982).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Eric Jadot au ministre de la Justice sur “les conditions de détention en quartier de haute sécurité (AIBV) au sein des établissements pénitentiaires” (n° 19937).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “les tâches administratives du juge d’instruction” (n° 19953).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’intervention des parquets contre les pratiques usuraires des rabatteurs publicitaires” (n° 19992).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes:

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la bévue du jury d’assises dans l’affaire Galleterie” (n° 19993).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la bévue de la cour d’assises de Namur” (n° 20017).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 16 mars 2010.

Défense nationale et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DU COMITÉ D’AVIS CHARGÉ
DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : M. Ludwig Vandenhove et M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S) et Mme Marleen Temmerman (S)

MARDI 9 MARS 2010

Les priorités de la présidence belge de l’Union européenne.

État d’avancement en matière de transposition des directives européennes.

- Exposé introductif du ministre de la Défense;

- Échange de vues.

- Exposé introductif du ministre de la Défense qui a répondu aux questions de Mme Hilde Vautmans, M. Jean-Paul Procureur (S), M. David Geerts, M. Philippe Monfils (S), M. Paul Wille (S) et M. Denis Ducarme.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

MARDI 9 MARS 2010

1. Proposition de loi (Maggie De Block, Katia della Faille de Leverghem) réglementant les techniques d'épilation au laser ou à la lumière pour des raisons purement esthétiques, n° 2024/1.

- Exposé introductif.
- Ordre des travaux.

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.
- Exposé introductif par l'auteur principal.

2. Proposition de loi (Thierry Giet, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur) visant à encadrer et à réglementer la pratique de la chirurgie et de la médecine esthétique, n° 2145/1.

- Exposé introductif.
- Ordre des travaux.

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- Exposé introductif par l'auteur principal

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'interdiction de la commercialisation du thon rouge" (n° 19569).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le remboursement d'une alimentation du type de celle destinée aux astronautes pour les patients souffrant de la maladie de Crohn" (n° 19574).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le volume sonore des baladeurs numériques" (n° 19742).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'usage des médicaments 'off-label'" (n° 19744).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le non remboursement du médicament orphelin 'Firazyr' contre l'angio-oedème héréditaire" (n° 19746).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'application sur les terrasses de la loi relative à l'interdiction de fumer" (n° 19879).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'incitation aux jeux dangereux chez les jeunes" (n° 19894).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'organisation des soins néonataux" (n° 19951).

- Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le développement des soins néonataux" (n° 19952).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le nombre croissant de fumeurs" (n° 20028).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la capacité d'aide dans la région d'Alost" (n° 20029).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la réglementation actuelle relative à la mesure du bruit" (n° 20030).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'accueil de jeunes atteints de démence dans les établissements de repos et de soins" (n° 20031).
- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la prise en charge dans les hôpitaux de jeunes atteints de démence" (n° 20099).
- Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les soins pour jeunes déments grâce à un accueil de jour et résidentiel adapté" (n° 20241).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

15. Questions jointes

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la négligence à l'égard d'animaux domestiques" (n° 20072).
- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la lutte contre la maltraitance et la négligence à l'égard d'animaux" (n° 20081).
- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les incidents de morsure par des chiens" (n° 20132).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les expériences pratiquées sur des singes" (n° 20073).
- Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les expériences animales sur les primates" (n° 20213).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la collaboration en matière d'aide médicale urgente dans la région frontalière" (n° 20074).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

18. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'agrégation des experts psychiatriques" (n° 20084).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

19. Question de Mme Hilde Vautmans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le remboursement par l'INAMI de la reconstruction mammaire par lambeaux libres" (n° 20157).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

20. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'usage des collets" (n° 20170).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

21. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la non-reconnaissance d'aides-soignants" (n° 20185).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

22. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la politique en matière de drogues douces et de cannabis" (n° 20214).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

23. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'application des droits des patients" (n° 20257).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'intégration sociale a répondu.

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Le Plan National Nutrition-Santé : état des lieux.

- Auditions de Mmes Laurence Doughan et Isabelle Laquière, promotrices.
- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- Une audition a eu lieu.
- Un échange de vues a eu lieu.

2. Propositions jointes :

- Proposition de loi (Jean Cornil) modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, n° 1909/1 et 2.
- Proposition de loi (Jean Cornil) visant à interdire la publicité pour les voitures les plus polluantes, n° 1910/1.

Amendement de M. Cornil et consorts.
(Continuation) (Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers).

- L'auteur principal des propositions a demandé leur disjonction.
La commission a décidé par 10 voix contre une de demander un avis de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

3. Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Maya Detiège, Jean Cornil, Philippe Blanchart, Christian Brotcorne, Nathalie Muylle, Marie-Martine Schyns) relative à l'élaboration d'un guide des émissions de dioxyde de carbone des motocyclettes et à l'instauration d'une réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'acquérir une motocyclette émettant un faible taux de CO₂, n° 2428/1.

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- Exposé introductif par l'auteur principal
- La discussion générale a été entamée.
- L'auteur principal demande le renvoi à la commission de la proposition de loi DOC 52 2427/001, renvoyée à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Prochaine réunion: mardi 16 mars 2010.

Groupe de travail "Professions cliniques"

GRUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L'ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

MARDI 9 MARS 2010

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.
- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Marie-Martine Schyns, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n° 1357/1 et 2.
- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).

Définition de l'orthopédagogie clinique.

Discussion de la sexologie clinique.

- La discussion de l'orthopédagogie clinique a été poursuivie et clôturée.
- La discussion de la sexologie clinique a été entamée.

Prochaine réunion : mardi 23 mars 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

MARDI 9 MARS 2010

Auditions concernant les intérêts notionnels :

- M. Bruno Colmant, Deputy CEO Fortis Holding et chargé de cours invité à la Vlerick Management School, à l'UCL, à l'ICHEC, aux FUCaM, à l'Université de Luxembourg et à l'Université de Genève;
- M. Frank Philipsen, Administrateur Lutte contre la Fraude (Inspection spéciale des impôts);
- M. Luc Batselier, Président du Service des décisions anticipées en matière fiscale;
- M. Christian Valenduc, Services d'études et de documentation du SPF Finances;
- M. Bart Adams, Cellule Fiscalité des investissements étrangers du SPF Finances;
- M. Kris Van Cauter, Département des études de la Banque nationale de Belgique;
- M. Christophe Quintard, fiscaliste (FGTB/ABVV);
- Mme Muriel Ruol, conseillère au service d'étude de la CSC;
- M. Michel Alloo, Président de la commission fiscale de la Fédération belge des entreprises (FEB);
- M. Christophe Wambersie est remplacé par M. Arnaud Deplae et Mme Clarisse Ramakers, conseillers au service d'étude de la Fédération Nationale des Unions des Classes moyennes (FNUCM);
- M. Karel Van Eetvelt, Administrateur délégué d'UNIZO;
- M. Yves Verschueren, Administrateur délégué d'Essencia;
- M. André Marsden, General Manager de l'Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX);

- À l'exception de Mme Ruol, les orateurs susmentionnés ont fait un exposé introductif.
- Les orateurs ont répondu aux questions de MM. Van Biesen, Van de Velde, Van der Maelen, Gilkinet, Jambon et De Potter, Mme Arena et MM. Waterschoot et de Donnea.

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Ordre des travaux.

2. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la vente du bureau de douanes du site de Callicannes" (n° 19586).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le financement de la coopération au développement" (n° 19828).
- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le financement de la coopération au développement" (n° 19972).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “une procédure de sanction de la Loterie Nationale” (n° 19917).
- Question de Mme Magda Raemaekers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “une éventuelle procédure de sanction instaurée par la Loterie Nationale” (n° 19989).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “une assurance incendie obligatoire” (n° 20037).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le paiement de droits de succession en nature au moyen d'œuvres d'art” (n° 20085).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les chiffres de l'Observatoire du crédit de la Banque Nationale de Belgique et de Febelfin” (n° 20120).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'assurance familiale” (n° 20131).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les abus en matière d'intérêts notionnels” (n° 20146).
- Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les abus en matière d'intérêts notionnels” (n° 20156).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les enquêtes de l'ISI concernant le recours abusif aux intérêts notionnels” (n° 20248).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “l'application du ‘gender budgeting’” (n° 19925).

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le 'gender budgeting'" (n° 19944).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

11. Question de M. Ronny Balcaen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le financement de la réforme de la sécurité civile dans le cadre du contrôle budgétaire en cours" (n° 20141).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

12. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le reversement aux Régions de la taxe complémentaire LPG" (n° 20147).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de M. Ben Weyts au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "une réglementation pour les 'sonneurs de tocsin'" (n° 20218).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

14. Question de M. André Frédéric au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les moyens financiers dégagés pour la sécurité civile et la police lors du prochain ajustement budgétaire" (n° 20346).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

15. Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, n° 2408/1 et 2.
Amendements de M. Gilkinet, Mme Almaci et M. De Potter et consorts.

- Rapporteurs : MM. Daems et Mayeur.

- Un amendement a été introduit par M. Van der Maelen.

- La discussion a eu lieu.

- Amendement n° 2 a été adopté, les autres amendements ont été rejetés.

- Les articles, ainsi amendés, ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé, y compris les corrections techniques d'ordre légistique a été adopté par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

16. Projet de loi instaurant une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé, n° 2450/1.

- Rapporteur : M. Jenne De Potter.
- Des amendements ont été introduits par MM. de Donnea et consorts et M. Gilkinet et Mme Almaci.
- L'amendement n° 1 a été adopté, l'amendement n° 2 a été rejeté.
- Les articles 1 à 3, ainsi amendés ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé, y compris les corrections techniques d'ordre légistique a été adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 16 mars 2010.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

MARDI 9 MARS 2010

Auditions de représentants de la CREG et de la BNB sur les composantes des prix de l'électricité et du gaz.

- Rapporteur : Mme Partyka.
- Exposé de MM. Aucremanne (BNB) et Camps (GREG).
- MM. Aucremanne et Camps ont répondu aux questions de M. Logghe, Mmes Partyka, Lalieux, M. George, Mme Plasman, MM. Schiltz, Laeremans, Clarinval, Mmes Van der Straeten et Gerkens.

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 40 à 45), n° 2423/1.

- Rapporteur : M. Clarinval.
- Exposé du ministre.
- La discussion a été clôturée.
- L'amendement de Mme Van der Straeten a été rejeté.
- Les articles 40 à 45 ont été adoptés à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Ludo Van Campenhout, Maya Detiège) modifiant, en ce qui concerne les tarifs de stationnement, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n°s 1315/1 à 4.

- Rapporteur : Mme Cathy Plasman.
- La discussion a été entamée.

3. Proposition de loi (Corinne De Permentier et consorts) modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et concernant le remboursement en situation de crise, n° 1926/1.

4. Proposition de loi (Joseph George, Josy Arens, Marie-Martine Schyns) modifiant la loi sur le contrat d'assurance terrestre du 25 juin 1992 ainsi que la loi sur le crédit hypothécaire du 4 août 1992, n° 1524/1.

5. Proposition de loi (Joseph George et consorts) modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire afin de diminuer l'indemnité en cas de remboursement anticipé total ou partiel, n°s 1226/1 et 2. (Continuation).

6. Proposition de loi (Karine Lalieux et consorts) modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire afin d'établir une obligation d'information et de conseil dans le chef du prêteur et de l'intermédiaire de crédit et portant des mesures diverses, n° 1860/1.

- Les propositions n°s 1926/1, 1524/1, 1226/1 et 1860/1 ont été traitées ensemble.
- La commission décide de l'organisation des travaux.

7. Proposition de loi (Marie-Christine Marghem) relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes technologiques, n°s 71/1 à 4.

- Rapporteurs : Mme Staelraeve et M. Kindermans
- Exposé de Mme Marghem.
- Des amendements ont été proposés.
- Sont intervenus le ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le représentant du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, Mmes Van Cauter, Lalieux, MM. George, Balcaen, Mme Plasman, le président, MM. Kindermans et Verherstraeten.
- Un débat a eu lieu sur la procédure à suivre.

Prochaine réunion : mardi 17 mars 2010.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Approbation du rapport de Mme Tinne Van der Straeten et M. Eric Thiébaud fait au nom de la sous-commission "sécurité nucléaire" sur l'actualisation des recommandations relatives au fonctionnement de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

- Rapporteurs : Mme Tinne Van der Straeten et M. Eric Thiébaud
- La discussion a eu lieu. Mme Tinne Van der Straeten, M. Eric Thiébaud, Mmes Katrien Partyka, Cathy Plasman, MM. Josy Arens, Hagen Goyvaerts et Peetermans sont intervenus.
- Les recommandations du rapport ont été soumises au vote.
- Les recommandations sous le point n° 1 ont été approuvées par 8 voix et une abstention.
- Les recommandations sous le point n° 2 ont été approuvées par 8 voix et une abstention.
- Les recommandations sous le point n° 3 ont été approuvées par 7 voix et deux abstentions.
- Les recommandations sous le point n° 4 ont été approuvées par 8 voix et une abstention.
- L'ensemble des recommandations a été approuvé par 7 voix et deux abstentions.

2. Question de M. Wouter De Vriendt à la ministre de l'Intérieur sur "l'incident qui s'est produit au Salon des Vacances de Bruxelles" (n° 19822).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité dans les hôpitaux" (n° 19853).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Philippe Collard à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du rapport du Conseil fédéral de police 2009 sur le leadership au sein de la police" (n° 19942).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "la Belgique en tant que plaque tournante pour l'héroïne" (n° 20000).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. François Bellot à la ministre de l'Intérieur sur "le projet d'une circulaire ministérielle pour la gestion des barrages routiers" (n° 20016).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Corinne De Permentier à la ministre de l'Intérieur sur "la possibilité pour certaines administrations communales d'accéder aux données du registre national" (n° 20038).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le service d'aide aux victimes" (n° 20112).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "l'explosion de gaz dans le zoning industriel de Warcoing" (n° 20167).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "l'adaptation de la législation relative aux détectives privés" (n° 20188).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "le numéro d'appel d'urgence unique européen" (n° 20189).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les services d'incendie et la police dans le cadre du contrôle budgétaire" (n° 20190).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "le corps d'intervention dans les communes où est situé un centre d'asile" (n° 20191).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "la protection de hauts dignitaires congolais par des bandes urbaines" (n° 20192).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la possibilité pour les membres d'un service professionnel d'incendie de bénéficier d'un congé préalable à la mise à la retraite" (n° 20224).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurisation du registre national" (n° 20225).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 20229).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Corinne De Permentier à la ministre de l'Intérieur sur "le cambriolage et le car-jacking à Uccle" (n° 20233).

- Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "le carjacking violent à Bruxelles" (n° 20287).

- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le carjacking du 5 mars à Uccle et l'équipement de nos forces de police" (n° 20309).

- Question de M. François-Xavier de Donnea à la ministre de l'Intérieur sur "les conditions d'engagement des agents de prévention des sociétés de transport en commun" (n° 20322).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Fouad Lahssaini à la ministre de l'Intérieur sur "des incidents survenus lors d'arrestations à la base militaire de Kleine Brogel" (n° 20281).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Hans Bonte au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation du 3 février entre le gouvernement flamand et le gouvernement fédéral concernant le fédéralisme de coopération" (n° 19229).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Jenne De Potter au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'opportunité d'une limite de responsabilité dans la législation relative aux marchés publics" (n° 19430).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

22. Question de Mme Meryame Kitir au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "des incitants financiers pour la concertation sociale" (n° 19760).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "de nouvelles plaintes anonymes à l'encontre du ministre fédéral des Pensions M. Daerden" (n° 20050).

- Question de Mme Meyrem Almaci au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la position du ministre Daerden" (n° 20077).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

24. Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la rencontre avec la conférence des bourgmestres" (n° 20175).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 17 mars 2010.

Droit familial

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Président : Mme Clotilde Nyssens

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 à 6.

Amendements de Mmes Nyssens, Lahaye-Battheu et Marghem en de M. Terwingen.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparaison personnelle en cas de divorce, n° 1716/1. (Continuation et clôture). (Rapporteur: Mme Valérie Déom)

- Des amendements ont été déposés par Mme Nyssens.
- La discussion a été entamée.

2. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne les empêchements à mariage en cas d'adoption, n° 1338/1. (Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Valérie Déom)

- Un amendement a été déposé par M. Terwingen
- La discussion a été clôturée.
- La commission a décidé de renvoyer le texte à la commission de la Justice

3. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 17 mars 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Monsieur François Bellot

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 1 à 24), n° 2423/1. (Vote sur l'ensemble des articles renvoyés à la commission). (Rapporteur : Valérie De Bue)

- La commission a décidé de porter des corrections techniques d'ordre légistique et grammaticales.
- Le projet de loi, ainsi amendé, a été adopté par 8 voix et 2 abstentions.

2. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la langue utilisée par les agents des chemins de fer lors de l'établissement d'un procès-verbal" (n° 18259).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Questions jointes:

- Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les retards fréquents sur les lignes ferroviaires" (n° 18293).
- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les problèmes sur la ligne Lokeren-Bruxelles" (n° 18426).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Question de M. Kristof Waterschoot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la prolongation des corridors ferroviaires européens C et F” (n° 18378).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Questions jointes:

- Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le prix des parkings SNCB” (n° 18410).

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le prix des parkings de la SNCB” (n° 19015).

- Question de M. Jacques Otlet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’augmentation des tarifs des parkings de la SNCB” (n° 19406).

- Question de M. Jacques Otlet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la différenciation des politiques menées pour les parkings des gares SNCB” (n° 20014).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Questions jointes:

- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accessibilité téléphonique des bureaux de poste” (n° 18421).

- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les centres d’appels de La Poste” (n° 19521).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Question de M. Eric Jadot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les conditions de transport des voyageurs sur les lignes 36 et LGV 36” (n° 18425).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la problématique du temps d’attente aux guichets des bureaux de poste” (n° 18503).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Questions jointes:

- Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la potentielle entrée en bourse de La Poste” (n° 18506).

- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes qui se posent pour l’entrée en bourse de La Poste” (n° 18638).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Question de M. Josy Arens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réouverture de bureaux de poste” (n° 18659).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de M. François Bellot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les contrats passés par les entreprises publiques et les choix opérés par les réviseurs d’entreprise” (n° 18722).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les comptes par secteur d’activités” (n° 18854).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la rénovation des automotrices Break” (n° 18855).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Questions jointes:

- Question de M. Peter Luykx à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réactivation du Rhin de fer” (n° 18883).

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le Rhin de fer” (n° 19006).

- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le Rhin de fer” (n° 19250).

- Question de M. Servais Verherstraeten à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le dossier du Rhin de fer” (n° 19656).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Questions jointes:

- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de personnel aux guichets de plusieurs gares du pays” (n° 18963).

- Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’arrêt de travail des guichetiers des gares de Charleroi, Nivelles et Braine l’Alleud le 27 janvier 2010” (n° 18994).

- Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la fermeture du guichet de la gare de Quiévrain” (n° 19380).

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la fermeture des guichets dans les petites gares le week-end et l’après-midi en semaine” (n° 20195).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la fermeture programmée de la gare d’Ecaussinnes le week-end” (n° 20274).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les mises à la retraite anticipée pour raisons de santé à La Poste” (n° 18981).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le patrimoine bâti de la SNCB et la gare de Bovesse” (n° 19148).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

18. Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la politique de la poste en ce qui concerne les envois insuffisamment affranchis” (n° 19194).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les compensations offertes par la SNCB aux voyageurs en cas de retards” (n° 19216).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

20. Question de Mme Juliette Boulet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident survenu le 4 février 2010 au matin à Mons” (n° 19233).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

21. Questions jointes:

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la filiale YPTO” (n° 19240).

- Question de M. Paul Vanhie à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le projet ERP/SAP du groupe SNCB” (n° 19271).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le projet ERP à la SNCB” (n° 19809).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

22. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la SNCB Holding et le congé de paternité” (n° 19249).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

23. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le suivi du contrat de gestion avec la SNCB” (n° 19256).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

24. Question de M. Josy Arens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les avancées en faveur du billet senior” (n° 20230).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

25. Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gratuité dans les chemins de fer lors de pics de pollution ou par temps de neige et verglas” (n° 19538).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

26. Question de M. Eric Libert à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’avenir du bureau de poste de Rhode-Saint-Genèse” (n° 19931).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

27. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la mise en cohérence des systèmes de sécurité des voies et du matériel roulant sur les zones à risque” (n° 19939).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 17 mars 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

MERCREDI 10 MARS 2010

1. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le représentant spécial de notre pays à l’OSCE” (n° 18429).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les droits de l’homme au Vietnam” (n° 18652).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’implication de la Belgique dans la formation des forces de sécurité somaliennes” (n° 19609).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les mesures visant à faciliter l’accès sur notre territoire de certains Haïtiens” (n° 19058).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “un jugement rendu par la cour d’appel de Londres concernant des propriétés chypriotes grecques de la partie occupée de l’île” (n° 19088).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de la vice-première ministre Mme Laurette Onkelinx relatives à la participation du Roi à la célébration du 50e anniversaire de l'indépendance du Congo" (n° 19334).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la visite royale à l'occasion des célébrations de l'indépendance du Congo" (n° 20139).
- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile et au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'incessante naïveté de membres du gouvernement vers le Congo" (n° 20153).
- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la visite royale au Congo" (n° 20217).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile et au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'accueil d'autres ex-détenus de Guantanamo" (n° 19581).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Peter Luykx au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le 'pouvoir' de Mme Onkelinx au sein du gouvernement fédéral" (n° 19600).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales" (n° 19695).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la décision de prolonger les opérations belges en Afghanistan" (n° 19808).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’incident qui s’est produit au Salon des Vacances de Bruxelles” (n° 19823).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le recrutement, par des personnalités congolaises en visite à Bruxelles, de membres de bandes urbaines comme gardes du corps” (n° 19860).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le coût des visas long séjour” (n° 19885).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position et les initiatives du gouvernement en ce qui concerne les poursuites intentées à l’encontre de dissidents politiques à Cuba” (n° 19935).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Eric Jadot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’annonce de fermeture des consulats italiens en Belgique” (n° 19962).

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, sur “la fermeture du vice-consulat d’Italie en 2011” (n° 20108).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le retrait de la MONUC” (n° 20180).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

Séance plénière

➤ JEUDI 11 MARS 2010 APRÈS-MIDI (0145)

PROPOSITION DE LOI

1. Proposition de loi (M. Raf Terwingen, Mme Mia De Schamphelaere, M. Mark Verhaegen et Mme Sonja Becq) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'autorisation pour une constitution de partie civile dans le cadre de la tutelle, n^{os} 1838/1 à 4.

À l'heure actuelle, le tuteur a besoin d'une autorisation spéciale du juge de paix dans certains cas de constitution de partie civile. Dans ces cas, le tuteur ne peut donc pas intervenir avec diligence.

Pour cette raison, les auteurs proposent, dans tous les cas de constitution de partie civile, de laisser le tuteur agir sans autorisation du juge de paix.

La proposition de loi (n° 1838) est adoptée à l'unanimité des 138 votants

Questions orales

La visite du Roi en RDC et les déclarations du premier ministre

Questions jointes de :

- M. Francis Van den Eynde (VB) (n° P1750)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) (n° 1751)
- M. Jean Marie Dedecker ((LDD) (n° 1752)
- M. Peter Luykx (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1753)

Le mécanisme de l'indexation et la concertation sociale

Question de :

M. Bruno Tobback (sp.a) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1763)

La proposition des syndicats d'Opel

Question de :

Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1754)

Les émissions de CO2 des voitures écologiques

Question de :

Mme Katia della Faille de Leverghem (Open Vld) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1755)

L'hyperlien renvoyant vers des sites négationnistes sur le site web de la Grande Mosquée de Bruxelles

Question de :

Mme Marie Arena (PS) au ministre de la Justice (n° P1756)

L'évolution du nombre d'indépendants, causes et conséquences

Question de :

M. Hendrik Daems (Open Vld) à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique (n° P1757)

Le déraillement de train à Mons

Questions jointes de :

- Mme Françoise Colinia (MR) (n° P1758)
- Mme Catherine Fonck (cdH) (n° 1759)
- Mme Juliette Boulet (Ecolo-Groen!) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1760)

L'utilisation des militaires pour éduquer les jeunes délinquants

Question de :

Mme Clotilde Nyssens (cdH) au ministre de la Défense (n° P1761)

Le rapport annuel de l'Observatoire des prix – Le mécanisme de l'indexation

Questions jointes de :

- Mme Karine Lalieux (PS) (n° P1762)
- M. Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P1764)

L'accord conclu avec les syndicats de police

Question de :

M. Michel Doomst (CD&V) à la ministre de l'Intérieur (n° P1765)

La charge de travail à l'Office des Étrangers

Question de :

M. Filip De Man (VB) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1766)

L'astreinte à l'encontre des demandeurs d'asile

Questions jointes de :

- Mme Jacqueline Galant (MR) (n° P1767)
- Mme Martine De Maght (LDD) au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1768)

Les places d'accueil pour les demandeurs d'asile mises à disposition par la Défense

Question de :

Mme Lieve Van Daele (CD&V) au secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociales (n° P1769)

Cour constitutionnelle – Nomination d'un juge d'expression française

L'ordre du jour appelle les scrutins pour la liste double de candidats que la Chambre doit présenter en vue de la nomination d'un juge d'expression française à la Cour constitutionnelle.

Le document portant les noms des pétitionnaires (n° 2453/1) vous a été distribué.

Il y a lieu de procéder au scrutin. Je vous rappelle que, conformément à l'article 2, alinéa premier, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la liste double doit être adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents.

Résultat du scrutin pour le premier candidat:

Nombre de votants: 110
Bulletins blancs et nuls: 4
Votes valables: 106
Majorité des deux tiers: 71

M. Pierre Nihoul a obtenu 90 suffrages.

Mme Marie-Françoise Rigaux a obtenu 16 suffrages.

M. Pierre Nihoul ayant obtenu la majorité des deux tiers des suffrages, est proclamé premier candidat à la place vacante de juge d'expression française à la Cour constitutionnelle.

Résultat du scrutin pour le second candidat:

Nombre de votants: 110
Bulletins blancs et nuls: 5
Votes valables: 105
Majorité des deux tiers: 71

Mme Marie-Françoise Rigaux a obtenu 101 suffrages.

Mme Bernadette Renaud a obtenu 4 suffrages.

Mme Marie-Françoise Rigaux ayant obtenu la majorité des deux tiers des suffrages, est proclamée seconde candidate à la place vacante de juge d'expression française à la Cour constitutionnelle.

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) au ministre de la Justice sur « la surpopulation dans nos prisons et le recours limité à la possibilité de faire purger la peine de prison dans le pays d'origine » (n° 417)
(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 3 mars 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 417/001)

- une motion de recommandation par Bruno Stevenheydens (VB)
- une motion pure et simple par Carina Van Cauter (Open Vld) et Michel Doomst (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 88 voix contre 52

Relations publiques

MERCREDI 24 FÉVRIER 2010

JEUNES REPORTERS AU PARLEMENT FÉDÉRAL

UN OUTIL DIDACTIQUE INTERACTIF POUR LES ÉLÈVES ET LES ENSEIGNANTS DU 3E DEGRÉ
DU SECONDAIRE DÉVELOPPÉ PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,
LE SÉNAT ET LA FONDATION ROI BAUDOIN



*Le Président de la Chambre Patrick Dewael et
le journaliste de la VRT M. Freek Braekman*

LES ENSEIGNANTS INVITÉS À LA CHAMBRE

Le 24 février 2010, la Chambre des représentants, le Sénat et le musée BELvue (l'institution pédagogique de la Fondation Roi Baudouin) accueillaient environ 170 enseignants néerlandophones et 130 enseignants francophones pour leur présenter un nouvel outil didactique.

Dans l'hémicycle de la Chambre, M. Van Tittelboom (Editions Lannoo) a fait une démonstration du DVD *Jeunes reporters au Parlement Fédéral* et du site internet complémentaire. Un débat animé par le journaliste F. Braekman entre le Président, le député Goutry, les sénateurs Van Ermen et Van den Driessche d'une part et les enseignants d'autre part a suivi. Quelques questions de réflexion telles que : « Doit-on enseigner la politique à l'école ? », « Le DVD est-il un complément bienvenu au matériel pédagogique actuellement disponible ? » ont été abordées.



Député Goutry, sénateur P. Van den Driessche et quelques enseignants du 3^{ème} degré du secondaire

Le débat a fait ressortir que pour la plupart des enseignants, le DVD s'avère un complément indispensable. Il existe en effet peu d'outils didactiques adaptés au 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire sur le sujet. Pour certains, le niveau semblait toutefois trop élevé pour les élèves de l'enseignement technique et professionnel.

LE DVD



Le DVD contient des interviews de membres du Parlement, de courts reportages informatifs et des exercices interactifs. Les interviews au Parlement fédéral ont pour la plupart été réalisées par des jeunes durant les ateliers "**Reporters de la Démocratie**". Cet atelier a été conçu par le Service Educatif du BELvue, une initiative de la Fondation Roi Baudouin. Plus de 30 parlementaires ont été interviewés à propos des différents aspects de la vie politique à la rue de la Loi.

A travers quatre thèmes, les élèves et les enseignants ont pu se familiariser avec le fonctionnement du Parlement fédéral. A la fin de chaque séquence, la question "Et toi?" est adressée aux élèves, via laquelle la discussion peut commencer en classe. "Pourquoi s'engage-t-on en politique?", "A quel projet de loi voudrais-tu collaborer ?", etc.

Un court quizz et un exercice sont également prévus pour chaque thème. Un bel extra est le plan interactif du Palais de la Nation.

Sur le site web qui accompagne le DVD, www.jeunesreportersauparlement.be, les enseignants trouveront des manuels informatifs avec des informations complémentaires, des quizz, des exercices et des liens utiles. Les manuels informatifs clarifient le contenu de chaque reportage. Des suggestions d'approfondissement pour chaque thème sont également données.

Le DVD *Jeunes reporters au Parlement fédéral* et le site internet peuvent être utilisés pour la réalisation d'objectifs finaux spécifiques, par exemple dans le cadre des cours généraux d'histoire, de sciences culturelles, de français, néerlandais et pour la réalisation des objectifs finaux transversaux.

Cet outil didactique est une initiative de la Chambre des représentants, du Sénat et de la Fondation Roi Baudouin, en collaboration avec les éditions Lannoo.

Le DVD peut être commandé gratuitement sur www.jeunesreportersauparlement.be

Contact :

CHAMBRE DES REPRESENTANTS :	Anne Coppens	02-549 9046
SENAT :	Els Naeyaert	02-501 73 45 – 0495-42 29 17
FONDATION ROI BAUDOIN :	J.-P. Collette	02-549 02 78 – 0474-99 70 75

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Document parlementaire :

- 4-1606/3 (SÉNAT)
52 2378/003 (CHAMBRE) DU 9 FÉVRIER 2010

Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (juillet-décembre 2010)

Conseil des ministres du 12 mars 2010

DÉFENSE

Infrastructure d'information géographique.

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique. L'avant-projet, présenté par le ministre de la Défense Pieter De Crem, transpose en droit belge la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007.

L'infrastructure d'information géographique, dénommée INSPIRE, doit faciliter la prise de décision de l'Union européenne en matière d'environnement ainsi que dans d'autres domaines ayant une incidence sur l'environnement. L'infrastructure d'information géographique en Europe soutient la politique environnementale européenne ainsi que la politique et les activités ayant un impact dans ce domaine.

INSPIRE repose sur les infrastructures d'information géographique exploitées par les États membres. Grâce à INSPIRE, les institutions et les services publics pourront échanger des données géographiques et en informer le grand public européen.

Une collaboration étroite entre l'Etat fédéral et les Régions est nécessaire pour l'exécution de la directive.

Conseil des ministres du 12 mars 2010

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Licences mobiles.

Sur proposition de M. Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le Conseil des ministres a approuvé une proposition globale en ce qui concerne l'exploitation des réseaux de mobilophonie GSM. Il s'agit de :

- Un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération. Ce projet règle l'adaptation des fréquences des trois opérateurs en place jusqu'en 2021. Il prévoit aussi des modifications en ce qui concerne la vente aux enchères du spectre 3G restant.
- Un projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz, qui fixe les conditions pour la vente aux enchères des licences de quatrième génération (4G).
- Un projet d'amendement modifiant l'article 51 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Ce projet réintroduit une base légale afin de pouvoir appliquer le roaming national (itinérance nationale), comme le prévoit l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération.

La vente aux enchères du spectre 3G aura lieu quatre à cinq mois après la publication des arrêtés royaux au Moniteur belge. L'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) ne procédera à la vente aux enchères des différentes licences 4G que lorsque la vente aux enchères de la quatrième licence 3G aura eu lieu.

Conseil des ministres du 12 mars 2010

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Collaboration avec des agents undercover étrangers.

Sur proposition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant l'article 47octies du Code d'instruction criminelle, dans le but de créer la base juridique adéquate concernant la collaboration avec des agents undercover étrangers.

L'avant-projet prévoit que, moyennant l'accord préalable du procureur fédéral, une infiltration peut se faire en collaboration avec des fonctionnaires compétents étrangers, spécifiquement formés à cet effet.

L'insertion de cet article dans la loi fait suite à l'arrêt du Conseil d'État rendu au sujet de l'arrêté royal du 9 avril 2003 relatif aux techniques d'enquêtes policières. Cet avis préconise que les mesures en question soient, après adaptation, explicitement reprises dans la loi et non plus dans l'arrêté royal.

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Législation ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi et des Interpellations et questions orales en commission).

Avis de la Cour des comptes

- 52 1348/003 DU 5 MARS 2010

Avis sur la proposition de loi organique du contrôle du Service public fédéral Finances

- 52 2210/003 DU 5 MARS 2010

Avis sur la proposition de loi instaurant la règle *una via* dans les affaires pénales fiscales et instituant un auditorat fiscal et un comité F

- 52 2316/004 DU 5 MARS 2010

Avis sur la proposition de loi portant création d'un Comité de contrôle des services spécifiquement en charge de la lutte contre la fraude fiscale, sociale ou économique, ainsi que des services de lutte contre le blanchiment d'argent (Comité F)